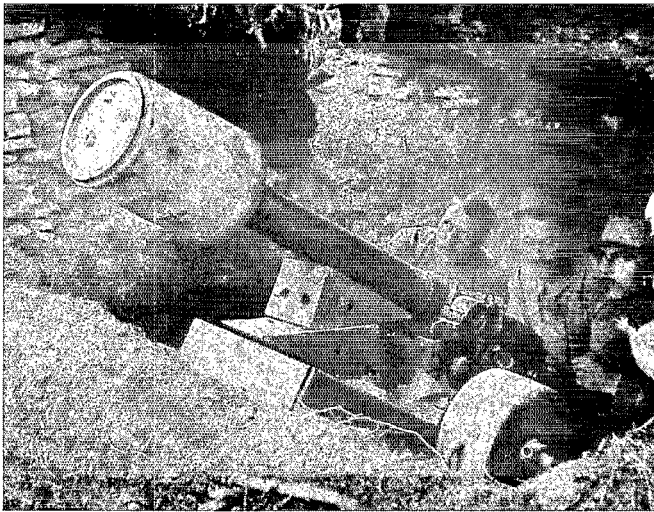




Guerre et résistance sous la période coloniale en pays lobi/birifor (Burkina Faso) au travers de photos d'époque

JEANNE-MARIE KAMBOU-FERRAND



MÉTHODOLOGIE

À la recherche de l'album de photos d'Henri Labouret

Dans le cadre du colloque international de Ouagadougou, sur "La recherche en Sciences Sociales et l'image : le pays lobi", je me suis interrogée sur les différentes lectures que l'historien pouvait faire des photos anciennes au-delà de leurs messages primaires. Les images utilisées pour ma communication couvrent la période de 1914 à 1934. Elles proviennent dans leur majorité de l'administrateur Henri Labouret qui séjourna en pays lobi de 1912 à 1924. Quelques photos de guerriers sont l'œuvre d'un géologue suisse-allemand Arnold Heim qui visita la région en 1934. Ce dernier, parcourant le pays lobi peu de temps après les grandes répressions des années 1929-1930, photographia sur le vif de nombreux guerriers armés, mimant la guerre au cours des funérailles d'un des leurs.

Chacun garde en mémoire les merveilleuses photos qui

Page de gauche : Des guerriers lobi, 1934. Cl. A. Heim.

Ci-dessus : "Un canon 80mm de montagne", photo hors contexte, présentant un type d'armes utilisées notamment à Domatéon. Archives militaires du Fort d'Ivry.

illustrent le célèbre ouvrage de Labouret : *Les tribus du rameau lobi* (1931). Le thème du colloque nous imposait par conséquent de retrouver ces photos. Après plusieurs mois de recherche, le contact fut établi avec la famille d'H. Labouret. Son fils, Michel Labouret et son épouse reçurent les organisateurs du colloque avec une extrême gentillesse, leur prêtant volontiers l'album, renfermant les photos du pays lobi. Ces photographies, qui sont avec celles de M. Delafosse (1908, 1912) les plus anciennes images de la région connues à ce jour, représentent pour l'historien des documents visuels essentiels, par les renseignements qu'elles apportent sur la vie sociale, religieuse et économique des Lobi, durant le premier quart de siècle de colonisation française. D'une grande diversité, elles montrent des activités de la vie quotidienne et économique : soins du corps, cuisson d'aliments, orpaillage, marchés, accomplissement de rites religieux, nombreux objets utilitaires, armes indigènes ou d'importation, guerriers. Certaines se réfèrent à des activités de l'administration coloniale : tournées de gardes dans les villages, sévices infligés à des prisonniers tels que les scènes de pendaison de condamnés sur la place publique.

La sélection des photos s'effectue autour de trois rubriques :

Civilisation matérielle, économie et vie quotidienne
 Vie politique et administrative
 Guerre de résistance.

J'optai pour la méthode consistant à utiliser les photos comme sources historiques en soi et non comme de simples illustrations d'un thème. J'utilisai deux formules de présentations : dans un premier temps l'ensemble des photos firent l'objet d'un diaporama accompagné d'un commentaire libre (en collaboration avec Norbert Kambou). Ce procédé offre l'avantage de permettre des digressions sur des thèmes variés. La plupart des photos du premier corpus étaient paru en 1931, dans des planches intitulées : les techniques, les industries de protection (vêtements, maison) et les arts plastiques (scarifications, mutilations dentaires, coiffures). Les plus significatives de ces dernières seront publiées tout au long des pages de ce livre, tenant lieu de trame historique de la vie des Lobi.

Le deuxième corpus de photos portant sur la vie politique et administrative, ainsi que le troisième sur la guerre ont par contre davantage retenu mon attention d'historienne, par leur caractère inédit. Enrichi de photos d'archives sur l'armée coloniale, le troisième groupe d'images servit de support à une analyse thématique de la guerre de résistance chez les Lobi et les Birifor. Ce troisième ensemble fut complété par des textes d'archives pour éclairer et élargir les données brutes que les images offraient. Ces textes décrivent de façon détaillée les armes et les méthodes de

guerre utilisées par les Français pour pacifier le pays lobi, ainsi que celles qui leur furent opposées par les indigènes. Aucun cliché des affrontements entre les Lobi et les tirailleurs (dont l'existence est pourtant attestée dans le cas de la destruction de Domatéon en 1929) n'ayant été retrouvé, il a fallu recourir à des photos hors contexte, présentant les types d'armes utilisées alors par les forces coloniales dans cette région. Les armes employées pour la pacification des indigènes récalcitrants provenaient naturellement des arsenaux métropolitains ; et dans l'immédiat après-guerre, il n'était pas rare qu'on trouvât dans les colonies des rebus des batailles européennes. En pays lobi, le gouvernement général de l'AOF prêta toujours main-forte à l'administrateur H. Labouret en mettant à sa disposition hommes et matériel militaires à chaque fois qu'il en fit la demande. Une brève approche biographique du personnage rendra peut-être sa politique en pays lobi plus intelligible.

En effet, la forte personnalité de certains conquérants ou administrateurs coloniaux, et leur action tout aussi énergique sur le terrain, ont fini par établir une relation d'équivalence entre leurs noms et les pays ou les régions qu'ils ont conquis ou administrés.

En Afrique occidentale, si le nom de Faidherbe évoque le Sénégal, et celui de Dodds le Dahomey, le nom de Labouret suggère inmanquablement le pays lobi, dont il fut le véritable conquérant, quinze années après que la France eût pris possession de la région, à la suite du traité de partage franco-britannique du 14 juin 1898.

H. Labouret avait construit sa prodigieuse carrière autour d'un axe : l'Afrique¹. Cette carrière pourrait se subdiviser en deux parties : celle du praticien de la vie coloniale et celle du théoricien des faits coloniaux. Notre propos s'inscrit dans la première phase, phase militaire au cours de laquelle il administra le pays lobi au-delà d'une décennie.

La connaissance qu'il acquit des mœurs des Africains, les notes diverses qu'il accumula tout au long de ses séjours en différentes régions, enrichiront les cours de l'enseignant et alimenteront les travaux du chercheur et de l'écrivain à partir de 1924². A l'Ecole coloniale, ses cours marquèrent des générations de futurs administrateurs coloniaux.

Dans les années quarante, H. Labouret participa activement à la mise en place de la section des sciences sociales au sein du jeune office de recherche scientifique des colonies O.R.S.C, ancêtre de l'ORSTOM³. A l'instar de Maurice Delafosse, dont il fut l'illustre continuateur, ce chercheur influença fortement la recherche africaniste française jusque dans les années soixante.

Né à Laon le 27 mai 1878, H. Labouret s'engagea en 1897 (à 19 ans) dans l'infanterie coloniale, l'année ou le pays lobi entraît précisément dans l'aire d'influence française.

Une dizaine d'années plus tard, à sa sortie de l'école militaire de Saint-Maixent, le jeune officier fit ses premières



H. Labouret

1. Académie des Sciences d'Outre-Mer ; éloge de C. Robequain et H. Labouret. Séance du 5 février 1965 - réception de R. Cornevin.

- R. Cornevin ; Henri Labouret (1878-1959), ethnologue, administrateur et historien. Documents aimablement communiqués par Michel Labouret.

2. William B Cohen, *Empereurs sans sceptre*, Berger Levrault. Paris 1973 : 141.

3. Compte-rendu des débats des Conseils d'administration de l'O.R.S.C.



*Album de photos H. Labouret
(1912-1924)*

armes en Côte-d'Ivoire, où il participa en 1910 à des opérations de "pacification" en pays agba et yaouré. Grièvement blessé sur le Haut Bandama, il fut élevé au grade de Chevalier de la Légion d'honneur le 20 mai 1911. Ses qualités d'endurance et de meneur d'hommes lui valurent très certainement d'être envoyé l'année suivante dans "le Cercle du Lobi", une des régions les plus récalcitrantes à l'autorité française en AOF⁴ (J.M. Kambou, 1971). Il servit de 1912 à 1914 dans la circonscription de Diébougou. Cette région, peuplée en majorité de Dagara, jugés par les colonisateurs plus accommodants que les Lobi, était classée parmi les pays "pacifiés" dès 1914. Réalisant le projet initié par son prédécesseur, le lieutenant Labouret y instaura une administration indigène nouvelle, en élevant les chefs de terre au rang de chefs politiques. Il découpa le pays en chefferies de villages et de cantons, relais indispensables de l'administration coloniale.

En 1914 cependant, il quittait ce havre de paix pour prendre le commandement de la région de Gaoua, centre du "pays lobi proprement dit". Il y séjourna de 1914 à 1924 avec une coupure d'un an (mai 1920 à juillet 1921) de congé en métropole. Compte tenu de la "valse" des administrateurs, handicap invalidant de l'administration coloniale de cette époque, le record de séjour colonial battu par H. Labouret en un même lieu (11 ans dans le "Cercle du Lobi" dont 9 à Gaoua), donne la mesure de ses exceptionnelles qualités de résistance physique et de sa forte personnalité morale, qui en firent le vrai conquérant du pays lobi.

4. Le "Cercle du Lobi", créé par une décision du lieutenant-gouverneur du Soudan du 29 déc. 1898 résultait de la réunion des deux circonscriptions de Lokhosso et de Diébougou. Ce dernier bourg en fut le centre administratif provisoire, en attendant son transfert à Gaoua dès la fin des travaux du poste en avril 1902.

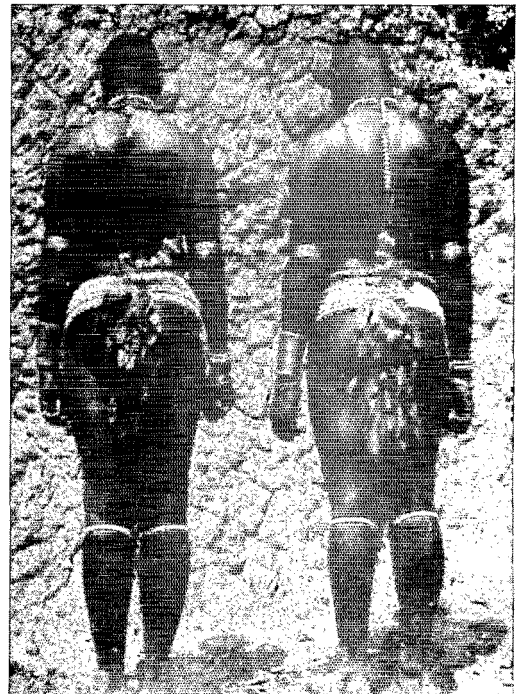
Photographie et histoire : méthode d'analyse

La photographie constitue une source iconographique dont la valeur est de plus en plus prise en considération par le discours historique. Source visuelle, elle séduit à priori, en ce qu'elle paraît livrer la réalité d'une situation, d'un fait, d'un objet à un instant donné. Mais, appréhendée en tant qu'objet historique, la photographie s'avère contrariante, car elle ne livre qu'une part du réel, choisie par l'auteur en fonction de ses objectifs. A la fois expression de son imaginaire et reflet de sa culture, la photographie est aussi porteuse de son discours, avéré ou latent. Mais l'image utilisée en tant que source historique principale ou source d'appoint, n'échappe pas à la servitude de la méthodologie classique de l'analyse historique : critique interne (identification, datation, contexte de fabrication) et externe, avec apport de compléments d'informations fournis par d'autres sources historiques, qui sont dans le cas présent, les textes d'archives.

Une autre remarque s'impose ici au niveau de la compréhension de l'image photographique, tant pour les chercheurs qui les analysent, que pour les simples observateurs. Nous signalions plus haut le fait que de par ses choix, la photographie reflète la culture de l'auteur. De même isole-t-elle un aspect, un moment d'expression de la culture de la société dont les personnages ou les objets sont ainsi captés. Aussi, nous semble-t-il, que pour parvenir à une interprétation à peu près crédible de l'image photographique, le lecteur doit posséder une connaissance minimale de la culture appréhendée. Les images reçues doivent nécessairement être confrontées à un pré-corpus d'images puisées directement ou indirectement aux sources de cette culture ; cette préexistence des connaissances devant faciliter la compréhension et enrichir l'analyse des matériaux.

La première remarque qui s'impose lorsqu'on observe les photos d'H. Labouret concerne leur caractère volontariste et théâtral. La tradition orale en pays lobi voudrait que le "commandant" Labouret utilisât souvent la réquisition administrative pour convoquer ses informateurs. Ce fait pourrait expliquer l'attitude figée des personnes photographiées. Nul doute n'est possible, les photographies firent quasiment toutes l'objet d'une mise en scène. Nombreuses furent les photos prises hors contexte, dans un véritable

*Album de photos H. Labouret
(1912-1924)*





Album de photos H. Labouret
(1912-1924)

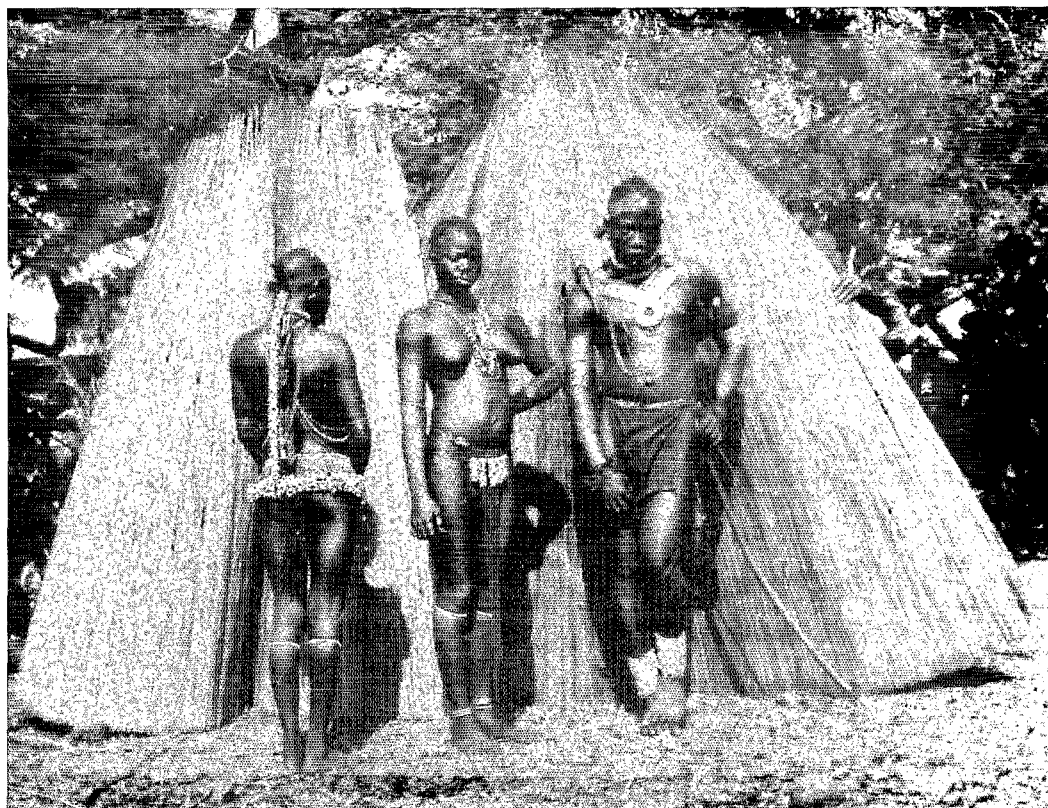
décor de théâtre. Certaines compositions s'avéraient nécessaires pour des impératifs techniques. Par exemple des nattes de couleur blonde furent déployées pour constituer un arrière-plan clair qui puisse mieux faire ressortir le teint foncé des personnes photographiées. Certains arrangements visaient à associer deux plans naturellement étrangers. Ceci nous vaut l'image insolite de cette jeune femme dian écrasant du grain sur une meule curieusement installée devant l'unique porte triangulaire de la maison. Dans la plupart des cas cependant, les mises en scène s'expliquaient par les choix thématiques opérés par l'auteur ; lesquels s'intégraient dans son projet d'étude ethnographique des Lobi et de leurs voisins.

Le premier groupe de photos : civilisation matérielle, économie et vie quotidienne aurait mérité une analyse socio-historique comparative approfondie retraçant l'évolution des comportements et des attitudes depuis les années vingt. Une telle approche fut tentée dans le commentaire libre qui accompagna le diaporama, mais celle-ci ne sera pas reprise ici, hormis quelques réactions de "surprise" de la part de participants lobi au colloque concernant certaines images. En effet, même de nos jours, les Lobi très attachés à leurs traditions trouvent scandaleux le fait d'étaler au grand jour les gestes cérémoniels sacrés et/ou secrets. Ces critiques concernent notamment les scènes de divination réservées en principe aux officiants, et suprême sacrilège, les scènes de taille de dents, une des étapes marquantes de l'initiation ethnique du *j̄ r̄ ð*, dont aucun Lobi ne saurait parler publiquement sans craindre d'encourir les pires sévices des ancêtres et de l'autel de l'initiation.

Album de photos H. Labouret



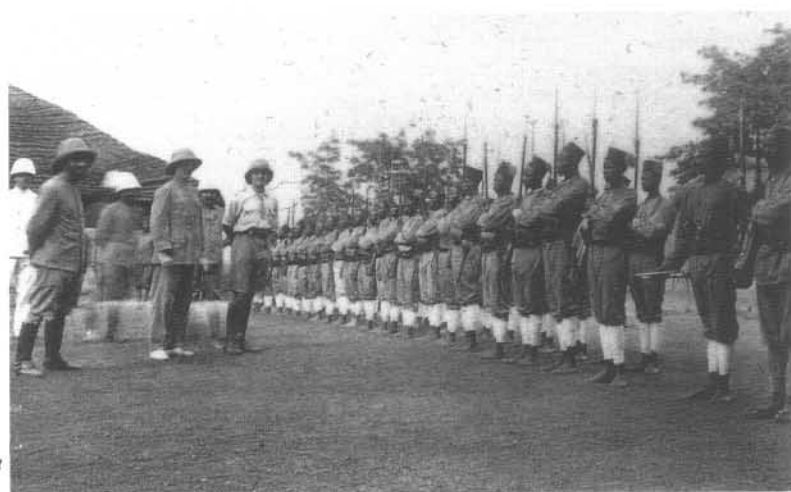
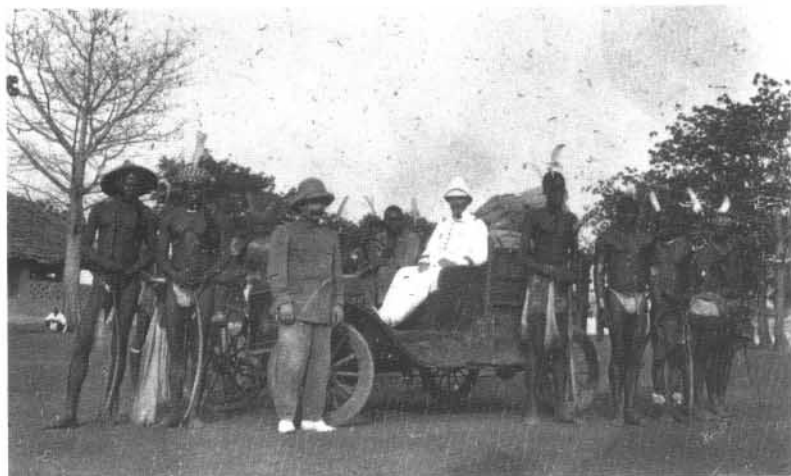
Des réactions "d'agacement" ont de même été relevées à la vue de certaines photos du groupe deux : vie politique et administrative. Elles montrent les aspects caractéristiques de l'administration coloniale. Ces images permettent d'entrevoir la vie quotidienne des administrateurs blancs, dans ces vastes maisons coloniales érigées sur la principale colline qui domine l'agglomération de Gaoua ; plateau balayé au lever et au coucher du soleil par une douce brise. De là haut le regard court sur la vaste plaine arborée, ensemencée de massives habitations, unités éparses des villages, pour s'accrocher au loin aux sommets arrondis des collines de Doudou. Un si beau pays habité par de si mal gens, dut soupirer plus d'un Européen, pris dans la contemplation de ces paysages. (J.M. Kambou-Ferrand, 1992).



Ces photos nous montrent l'administrateur dans ses relations avec les indigènes : rassemblements, corvées, réquisitions. Certaines enfin, se présentent en instantanés de l'expression de la force française au travers de son armée d'occupation et de la manifestation de sa justice. Les images de prisonniers et les scènes de pendaison heurtèrent la sensibilité de nombreux participants au colloque, soulevant lors du débat la question de la responsabilité de l'historien dans l'exploitation scientifique de tels documents. La science historique se fondant sur des documents, l'historien peut-il occulter ceux qui dérangent sans risquer de tordre le cou à la vérité historique ? Nous ne nous sommes pas accordé ce droit. Et cela d'autant plus que les photographies incriminées n'étaient rien d'autre que la traduction visuelle de ce que l'on savait par ailleurs par la lecture des rapports politiques du "Cercle du Lobi" de 1914 à 1924. (Archives de Dakar série 2 G, Archives d'Abidjan série 5 EE).

*Album de photos H. Labouret
(1912-1924)*

Lorsqu'il prit la direction de ce Cercle, H. Labouret introduisit dans la pratique judiciaire la notion de responsabilité individuelle. La punition collective jusqu'alors infligée aux villageois pour un délit commis par un des leurs lui paraissait "impolitique" et inopérante à divers titres. Il instaura la traque des "agitateurs" et des criminels de tous bords, réclamant à leur endroit les peines les plus lourdes et croyait-il, les plus dissuasives. Par



*Album de photos H. Labouret
(1912-1924)*

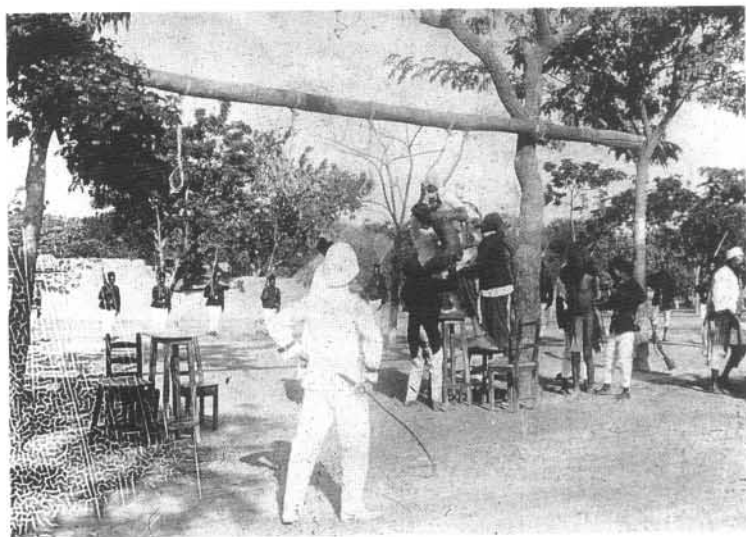
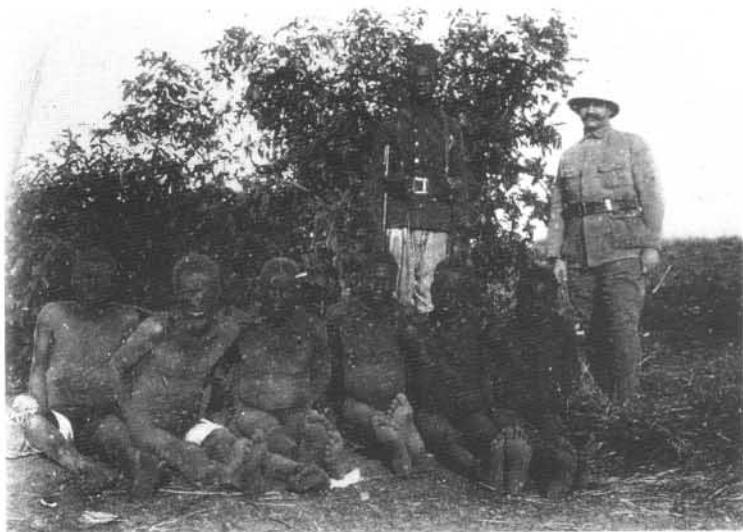


exemple, les crimes de sang perpétrés à l'encontre des représentants de l'autorité coloniale, ou des Dioula dont les Blancs avaient facilité l'installation dans le pays pour servir d'"éléments civilisateurs", étaient dans ces années là passibles de la peine capitale. Les scènes de pendaison que l'on observe sur les photos résultent de cette "politique d'épuration". Les anciens parlent encore de ces séances de pendaison de condamnés, suppliciés le plus souvent sur la grande place du marché, afin de mieux marquer les esprits.

Le troisième corpus d'images porte sur le thème de la guerre et cela ne tient pas uniquement du hasard. Pour toutes les raisons invoquées, ce groupe d'images donnera lieu ici à une étude thématique approfondie. En effet, la détermination des Lobi et des Birifor à rejeter toutes les obligations administratives, et celle non moins forte des français à les y contraindre, créèrent des tensions permanentes, souvent résolues par l'affrontement armé. En Côte-d'Ivoire et au Burkina, l'évocation du mot "lobi" ravive chez les interlocuteurs d'anciennes frayeurs. Le pays lobi passe pour être le plus inhospitalier qui soit. Du reste l'imagerie populaire donne du "Lobi" l'image simplifiée d'un homme nu, armé de l'arc et du carquois et figé dans une attitude de défi.

Il ressort de mes recherches que cette représentation simpliste et même désobligeante pour les Lobi (perçus comme les derniers sauvages) n'est pas étrangère aux péripéties de l'histoire coloniale. Les administrateurs et leurs agents africains l'ont popularisée par des récits fantastiques. Une grande partie des photographies de cette époque insistent de ce fait sur cette curieuse singularité des Lobi que serait leur excessif attrait pour la guerre, du fait du port permanent des armes par les hommes.

Je tente ici de montrer la pratique de la guerre sous la colonisation dans le contexte du nouvel ordre socio-politique. Les faits qui sont évoqués ont concerné des villages lobi et birifor. Ces populations usant de langues différentes, présentent curieusement des traits culturels quasi-identiques et vivent en symbiose. Leurs pratiques guerrières traditionnelles décrites par les administrateurs coloniaux sont identiques. Par commodité cependant, j'ai adopté dans ce texte le terme "pays lobi" communément utilisé -y compris par les autochtones eux-mêmes- pour désigner la région du sud-ouest du Burkina peuplée par les Lobi, les Birifor, les Dian, etc.



*Album de photos H. Labouret
(1912-1924)*

PHOTOGRAPHIE ET HISTOIRE : ÉTUDE THÉMATIQUE - LA GUERRE DE RÉSISTANCE COLONIALE EN PAYS LOBI/ BIRIFOR

Un pays rebelle

Dans les colonies françaises d'Afrique, la période de l'entre-deux guerres fut une ère de stabilité politique et de sécurité interne. Les populations voltaïques avaient dans leur ensemble remis leurs armes dès les années 1900, face à l'efficace machine de répression coloniale.

Les grandes révoltes des Marka et des Bobo en 1915-1916 constituèrent le dernier grand sursaut de la résistance, et hâtèrent sans nul doute la création du territoire colonial de la Haute Volta en 1919. Le mythe d'un pays mossi riche, utilisé au début du siècle par les militaires pour justifier leurs conquêtes, fit rapidement place à une réalité économique moins rutilante.

Dès la création du territoire, les autorités coloniales de la Haute Volta eurent à résoudre le difficile problème de l'équilibre budgétaire. Quel était le meilleur parti à tirer de ces savanes brûlées, trop éloignées des centres de développement économique de l'A. O. F. ?

Aussi, la Haute Volta fut-elle confinée dès sa création dans le rôle ingrat de pourvoyeuse de main d'oeuvre à l'Office du Niger et aux plantations de la forêt ivoirienne. Mais, croyait-on alors, l'économie de la Haute Volta pouvait tirer quelque profit du pays lobi, dont la richesse supposée en or fit couler beaucoup d'encre et nourrit autant d'espoir.

Cependant, l'insoumission des Lobi et leurs attaques renouvelées contre les représentants du pouvoir colonial entretenaient l'insécurité dans la région, rendant aléatoire toute exploitation économique.

Le pays lobi entra dans la sphère d'influence française après la signature de la convention franco-anglaise du 14 juin 1898. Lorsqu'il prit la direction du "Cercle du Lobi" le 10 juin 1914, 16 ans après la conquête, le lieutenant Labouret marqua son étonnement devant la situation politique qui prévalait dans la région de Gaoua, contrairement à la région de Diébougou où le calme politique avait permis d'instaurer une ébauche d'administration indigène ; dans la circonscription de Gaoua ou du "pays lobi proprement dit", les trois quarts des indigènes ne reconnaissaient selon lui aucune règle administrative. En 1917, Labouret écrivait avec une certaine amertume : «L'indigène lobi demeure arrogant, tue nos partisans, nous refuse ses services et ses denrées... Nous ne sommes réellement maîtres que du sentier que nous parcourons momentanément et du poste que nous occupons⁵.»

Le préjudice politique causé au pouvoir colonial par l'insoumission des Lobi se doublait d'un manque à gagner économique que ne cessèrent de stigmatiser les

5. ANCI, Abidjan, 5E-E-10. Rapport du capitaine Labouret, Gaoua, 15 septembre 1917.

administrateurs dans leurs rapports. Une des tâches que s'était fixée l'administrateur Labouret était d'introduire les Lobi dans le circuit de la construction de l'économie coloniale. Il fallait, selon ses propres termes, ouvrir le pays lobi «au commerce et à l'industrie européens, le faire entrer dans le mouvement économique par l'utilisation complète de ses ressources principales : l'or, le caoutchouc, les troupeaux»⁶.

Pour parvenir à cette fin, il fallait, assurait-il, utiliser les mêmes méthodes, parler le même langage que l'indigène, à savoir, toujours selon ses termes, celui de la force. Le lieutenant Labouret imputait l'insoumission des Lobi, pour une grande part, au laxisme de ses prédécesseurs qui auraient trop misé sur la politique du dialogue dite d'apprivoisement, et à l'inexistence de sanctions judiciaires. A son avis la méthode de conquête pacifique était à bannir absolument, "parce qu'elle donnait aux indigènes l'impression que nous sommes faibles"⁷. La pacification selon la méthode Labouret ou ce qu'il appelle "l'éducation administrative" des Lobi n'était dans la réalité rien d'autre que la répression, avec des moyens accrus, telle qu'elle fut exercée depuis la conquête par ses prédécesseurs⁸. Elle se résumait dans ses écrits en ces mots : la destruction des bandits et de leurs repaires.

La lecture des documents d'archives donne du reste une image assez uniforme de la situation politique du pays lobi, de la conquête jusqu'au début des années quarante. Ces archives ne présentent qu'une suite de rixes, de rapt, de vols, d'assassinats, d'attaques à main armée, de batailles entre villages, de vendetta ; elles décrivent une atmosphère d'insécurité peu propice à une vie sociale paisible et à une exploitation économique rentable. Que certaines de ces détestables pratiques fussent imputables à l'organisation sociale des Lobi, n'enlève rien à la responsabilité d'une administration coloniale répressive dans la persistance de cette insécurité politique. Le dialogue, préconisé par les instructions du gouvernement général de l'A. O. F., fut ici rarement associé à l'utilisation de la force. Il fallait atteindre l'indigène dans ses biens (destruction de récoltes, de maisons) et dans son corps (emprisonnement et divers sévices) pour plier sa volonté.

Ainsi que l'écrivait le capitaine Hailot, commandant du "Cercle du Lobi" en 1910 : «Les palabres seront postérieures à notre action et non antérieures ; on débute par imposer sa volonté au Lobi, on s'efforce ensuite d'en expliquer les mobiles»⁹. L'étude de cas que nous présentons ici illustre les pratiques de la politique du fusil appliquée par les administrateurs en pays lobi.

6. ANCI, 5EE-9, cercle du Lobi, Rapport annuel par le capitaine Labouret, Gaoua, 31-12-1914.

7. ANCI, Abidjan, 5EE-10. Rapport du capitaine Labouret au Lieutenant-Gouverneur du Haut-Sénégal-Niger, Gaoua, 04 avril 1917.

8. Archives Nationales du Sénégal - ANS 15 G 194 - Rapport du capitaine Ruby, Gaoua, 22 mai 1902. Rappelons que la campagne du capitaine Faur en 1901-1902 au moment de l'installation du poste de Gaoua fit officiellement 220 tués et 40 blessés en 12 engagements.

9. ANCI, Abidjan, 5 EE g (1/3).

La destruction de Domatéon en 1929 - Un exemple type de guerre coloniale en pays lobi/birifor.

Les archives coloniales offrent de nombreux exemples d'affrontements armés ayant opposé les Lobi et leurs voisins les Birifor aux tirailleurs ou aux gardes. Certains furent officiellement plus meurtriers que celui de Domatéon, mais tous furent à divers titres aussi destructeurs : pillages ou destruction des récoltes, enlèvement des troupeaux, séparation des familles par les migrations qu'ils occasionnaient. Nous ne citerons ici que deux cas, avant d'analyser celui de Domatéon, tant la liste des faits de résistance serait fastidieuse ; les habitants de ces deux villages furent châtiés pour s'être opposés, de façon concertée, à la campagne de désarmement instituée par l'administrateur Labouret en 1917.

Tel fut le cas du village de Huéo dans le canton de Ponalatéon, dont les habitants massacrèrent en 1919, 7 cavaliers auxiliaires envoyés en mission de désarmement. Après une marche de nuit, la colonne de répression composée de 184 hommes encercla le village au petit matin du 4 mars 1919. Surpris, les Lobi se retranchèrent dans leurs maisons et décidèrent de résister. Le capitaine Faur qui conduisait la colonne parle de l'attaque en ces termes : «la résistance est des plus sérieuses... Les Lobi préfèrent mourir que de se rendre... Et chaque habitation nécessite une attaque à la grenade... A 17 heures, le village est en feu, la soumission est générale. Les pertes de la compagnie sont le soir de : 1 sous-officier européen et 9 tirailleurs blessés... les rebelles comptent 30 morts»¹⁰.

Le deuxième exemple se situe dans la région de Kampti. Les habitants des villages de Langara, Kpantionao, Bouti et leurs alliés de Tyosera, Tyopana, perdirent officiellement en deux mois de campagne de désarmement (août-septembre 1920), 34 hommes, eurent 12 blessés, 295 personnes furent faites prisonnières. Au cours de cette opération, les hommes du capitaine Faur enlevèrent 645 boeufs et 651 moutons¹¹.

Le choix de Domatéon, village birifor situé à 6 km au nord-ouest de Batié-Sud, comme référence à notre débat sur la guerre de résistance des Lobi et des Birifor à la colonisation se fonde sur trois critères :

- La période de 1929-1930 : nulle part ailleurs en Haute Volta on ne parlait alors de pacification sauf en pays lobi. Cette région constituait même au niveau du gouvernement fédéral de l'A. O. F. un des rares problèmes de pacification à résoudre. Aussi, l'administration centrale consentit-elle à toutes les demandes formulées par l'administrateur de Gaoua : envoi de personnel robuste, habitué aux campagnes difficiles, amélioration et accroissement de l'armement ;

10. Archives de l'arrondissement de Batié - historique des faits par le capitaine Faur (carnet du poste de Gaoua), Gaoua, 14-12-1920.

11. Ibid.

12. ANS, Dakar 10 G 8 (107) - Rapport de l'administrateur Adam sur les groupements dissidents des subdivisions de Batié-sud et de Kampti, Gaoua, le 6 septembre 1928. En 1926, le chef de canton de Ponalatéon fut assassiné; puis ceux de Kosso et de Boussoukoula. En 1927 celui de Kpéré fut blessé, celui de Passéna assiégé fut délivré par un fort détachement de gardes; celui de Galgouli fut agressé.

13. Archives Nationales-section Outre-Mer - ANSOM (Aix) - Affaires politiques, canton 1245 - Gouvernement général A. O. F. à ministre des Colonies, Dakar, 5 février 1930. «Les cantons du sud du cercle sont les plus fertiles; le karité y abonde et très probablement ils sont riches en minéraux. On a trouvé il y a quelques années à Midebdo, une pépite pesant plusieurs kilos. Plusieurs gisements filoniens intéressants ont été découverts. Il serait anormal de laisser subsister à deux cents kilomètres à vol d'oiseau du chemin de fer un tel foyer de dissidence, alors que ce pays doit devenir un fournisseur intéressant de la voie ferrée».

14. ANCI, Abidjan 5EE 10 - Rapport du capitaine Labouret, Gaoua, 15 sept. 1917. Les postes doivent être construits à des endroits stratégiques permettant la facilité de l'observation et du tir... Il sera défendu par un mur crénelé et suffisamment étendu pour recevoir en cas d'urgence la garnison indigène, les femmes des tirailleurs et les agents politiques.

ANS - Dakar 10 G-8 (107) Rapport du capitaine Adam, Gaoua, 6 sept. 1928. Parmi ces mesures de sécurité, citons: un service de surveillance de jour et de nuit, en station ou en marche, au travail comme au repos - la nuit venue, personne ne doit sortir du poste - un système de sentinelles doit fonctionner et des rondes seront effectuées - avoir toujours dans le poste une réserve suffisante de vivres.

Archives de l'Arrondissement de Batié - Télégramme reçu à Gaoua le 4 janvier 1928, du

- Les forces mises en présence lors de cet affrontement tant du côté birifor/lobi que français;

- Les tactiques guerrières utilisées par les protagonistes: quinze ans après la vigoureuse relance de la répression par l'administrateur Labouret, le succès total que le gouvernement général en escomptait tardait à se manifester. La résistance traquée avait créé des "îlots hostiles" dans la région située entre Batié-Sud et Kampti, excentrée par rapport à la base militaire de Gaoua, et protégée par une configuration de terrains difficiles d'accès: collines, brousse plus épaisse et nombreux passages de rivières. Enfin la Gold Coast et la Côte d'Ivoire toutes proches constituaient des bases de replis en cas de nécessité. Rejetant toutes les réquisitions administratives, les Lobi et les Birifor de la région s'attaquèrent aux représentants de l'autorité, molestant ou tuant les chefs de canton institués par l'administration. Des Européens en tournée ne furent pas davantage épargnés¹².

Devant ces faits qualifiés de graves, remettant en cause le principe même des rapports colonisés-colonisateurs, l'administration mit sur pied un programme dit de "réduction des foyers de résistance lobi". Le nettoyage de "ces derniers repaires" de "brigands" de la colonie de Haute Volta s'imposait d'autant plus que la région choisie pour y exercer leurs "actions criminelles" paraissait à l'administrateur Adam, de Gaoua, comme la plus riche du sud-ouest¹³. Pour rapprocher l'administration et surtout l'armée des foyers de dissidence, le Cercle de Batié fut créé le 28 décembre 1928, et confié à un officier "expérimenté" chargé de préparer la répression avec méthode.

Les préparatifs du côté français

La préparation administrative fut complétée:

- par la création de deux postes permanents à Kampti et à Midebdou, ainsi que deux postes temporaires à Galgouli et à Guirina;

- par la création ou la remise en état de voies de pénétration (routes Gaoua-Batié, Gaoua-Kampti-Galgouli et son embranchement vers Midebdou). Des consignes strictes de sécurité présidaient tant au choix qu'à l'aménagement de ces postes¹⁴.

La préparation militaire consista:

- en un accroissement du nombre des tirailleurs et de leur renforcement par un recrutement de partisans (environ 300) venus de Batié-Sud et de Kampti, et choisis parmi les clans ou les familles "ennemis" de ceux concernés par la répression.

- en la fourniture d'armes plus performantes¹⁵.

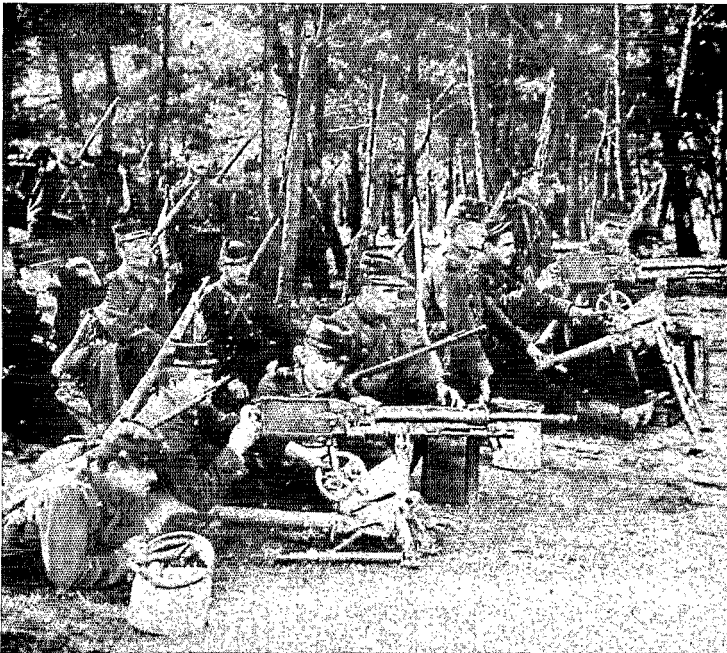
La préparation politique ne fut pas non plus livrée au hasard.

Un service de renseignement utilisant des informateurs

permet de classer les populations selon leur disposition d'esprit, selon une gamme qui s'étalait des "irréductibles" aux "douteuses", les meneurs étant irrémédiablement qualifiés de "bandits". De ce fait, l'opération militaire projetée n'était plus aux yeux des autorités coloniales une "action de conquête ou de pacification", qui eut nécessité des justifications et une procédure administrative plus longue, mais une simple opération de "gendarmerie"¹⁶.

La première cible choisie pour cette "campagne de nettoyage" fut Domatéon peuplé, à en croire les rapports, uniquement de bandits et d'assassins qui prêchaient la désobéissance, prêtaient main forte aux villages rebelles et constituaient une menace permanente pour la route Gaoua-Batié¹⁷.

Sien Somé, successeur de son père Doma (d'où l'appellation de Domatéon, village de Doma), était à l'image de celui-ci, un guerrier intrépide qui menait une active propagande contre la présence des Blancs -qu'il se vantait d'avoir tenu en échec depuis 20 ans- ("exact" écrit le rapporteur). En brave guerrier birifor, Sien fit dire au nouvel administrateur de Batié que "bientôt sa tête ornerait le devant de sa case"¹⁸. Ces paroles d'homme, comme dirait un Lobi ou un Birifor, que l'administrateur assimila naturellement à de la pure vantardise, constituaient en fait une phase dans le déroulement très codé du conflit armé chez les Lobi et les Birifor. En réalité, depuis des mois, Sien et ses hommes se préparaient politiquement et matériellement à l'accomplissement de la phase suivante, celle de la bataille rangée contre les forces coloniales.



Un exemple d'une section de mitrailleuse d'infanterie à l'entraînement en France en 1913, Cl. Archives militaires du Fort d'Ivry

gouverneur de la Haute Volta : «Vous recommandez construction muraille continue en banco autour de poste Batié - Ayez soin doubler cette défense d'un abatio épineux qui sera infranchissable à des agresseurs sûrs - Entrée du poste sera fermée par cheval de frise composé de fagots épineux - Attache grande importance à construction pont sur Bambassou - Développez politique division chez groupes dissidents - L'essentiel être renseigné quotidiennement sur projet ennemi».

15. ANS, Dakar 10 G 14, rapport du capitaine Thore sur les opérations, Batié 16 sept. 1929. Les effectifs de la 3ème Compagnie de tirailleurs sénégalais passa de 200 à 382. Les armes étaient : canon 80 mm de montagne ; mitrailleuses, pistolets automatiques, carabines 90, fusils 1886-92, et fusils 1907-15. Le capitaine Adam avait proposé l'envoi d'une section d'avions pour rechercher l'emplacement des bivouacs établis par les fuyards dans la brousse. Pour forcer les maisons, il sollicita un engin d'infanterie plus puissant que le mousqueton des gardes (crapouillot, obus stocks), un engin léger, facilement transportable.

16. Archives de l'arrondissement de Batié - Rapport du capitaine Adam, Gaoua, 20-02-1928.

17. ANS 10 G 8 (107) Monographie des villages dissidents de la subdivision de Batié-sud, Gaoua 23 août 1928.

Domatéon est ainsi décrit par l'administrateur de Batié : «village qui se dit indépendant depuis des années et donne asile à tous les assassins, et que l'on trouve mêlé à tous les pillages. Les habitants ne se contentent pas de commettre des méfaits autour de leurs soukalas, mais vont au loin soutenir les bandits et les révoltés contre l'autorité. Ils ont voulu couper en décembre 1927 la route au commandant de cercle qui rentrait de Batié à Gaoua. Ce groupement est à la tête de toute la dissidence et c'est le premier à abattre».

18. ANS 10 G 14 - Rapport du capitaine Thore, Kampti, 19 janvier 1930.

Les préparatifs du côté indigène

Le village de Domatéon comptait 38 maisons réparties en trois quartiers, s'étendant sur le flanc d'une colline sur une largeur de 2 kilomètres et une profondeur moyenne de 400 mètres. Les rapports d'archives signalent une population potentielle de 700 guerriers, auxquels pouvait s'adjoindre une centaine de guerriers du village allié voisin de Dienné. En prévision d'un siège du commandant de Batié, les villageois accumulèrent armes et provisions (poudre à fusil, flèches), évacuèrent le gros bétail dans un village lobi allié, proche de Midebdouo. Ils aménagèrent leurs maisons dans un but offensif et défensif :

- ouverture d'oeils de boeuf supplémentaires dans les murs afin de multiplier les postes de tir des flèches sur l'ennemi ;
- installation en plusieurs endroits des terrasses de mottes de terre séchées pour amortir le choc des balles¹⁹.

La puissance défensive des habitations émerveilla le capitaine Thore qui eut à les détruire, au point qu'il en fit une description pleine d'admiration²⁰.

En prévision d'une attaque prioritairement dirigée contre son quartier, Sien soumit ses hommes à un entraînement défensif. Les dispositions furent ainsi rapportées par le capitaine Thore :

«1° Approche du groupe mobile de Batié signalée par des sonneries particulières de trompe et lancées par des guetteurs placés sur les pistes de Batié - Koudio à Domatéon.

2° Alerte des guerriers par une deuxième sonnerie de troupe émanant de Sien lui-même.

3° Rassemblement des hommes en armes devant la case du chef ; déploiement sur un rang, des guerriers, suivis par les femmes chargées de pousser le cri de guerre et de ramener les morts et les blessés.

4° Arrêt de la ligne à portée de flèche - de l'ennemi - Tir rapide de plusieurs de ces engins et abordage au cri de "Prenez le Blanc, prenez le Blanc²¹ !" »

L'affrontement

N'étant pas absolument sûr de la fidélité des villages dits soumis et pour éviter que les alliés de Domatéon ne vinsent rapidement à son secours, le capitaine Thore, commandant de la colonne mobile, décida une attaque surprise au matin du 15 décembre 1929. La nuit du 14 fut utilisée pour installer devant le village "un dispositif de feux extrêmement puissant"²².

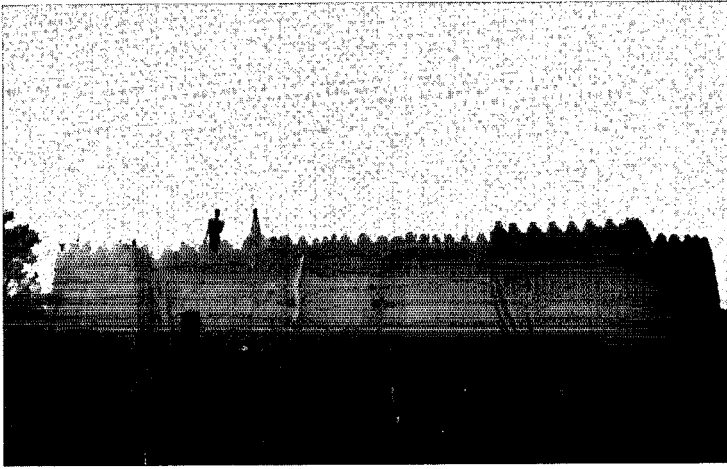
Le but de la manoeuvre française visait à utiliser les dispositions défensives de Sien et de ses guerriers, pour les attirer en formation de rassemblement devant les armes automatiques, les sommer de se rendre, et en cas de refus, les soumettre à un feu tellement violent que toute tentative de résistance et surtout de défense dans les maisons eût été immédiatement brisée.

19. Archives de l'arrondissement de Batié - Bulletin mensuel de nov. 1927 sur la situation politique de la subdivision.

20. ANS - Dakar 10 G 14 - Rapport du capitaine Thore commandant le groupe mobile de Batié sur les opérations de police entreprises pendant la saison sèche 1929-1930 : «Les photographies prises à la fin de l'action avant la démolition des soukalas ne peuvent donner qu'une idée imparfaite de la puissance défensive de ces constructions. Considérables par leur masse et la hauteur de leurs murs, elles n'étaient pas moins remarquables par la disposition judicieuse des agaves de planquement, le compartimentage intérieur, la situation des réduits, l'emplacement des créneaux, l'abondance des approvisionnements».

21. Ibid

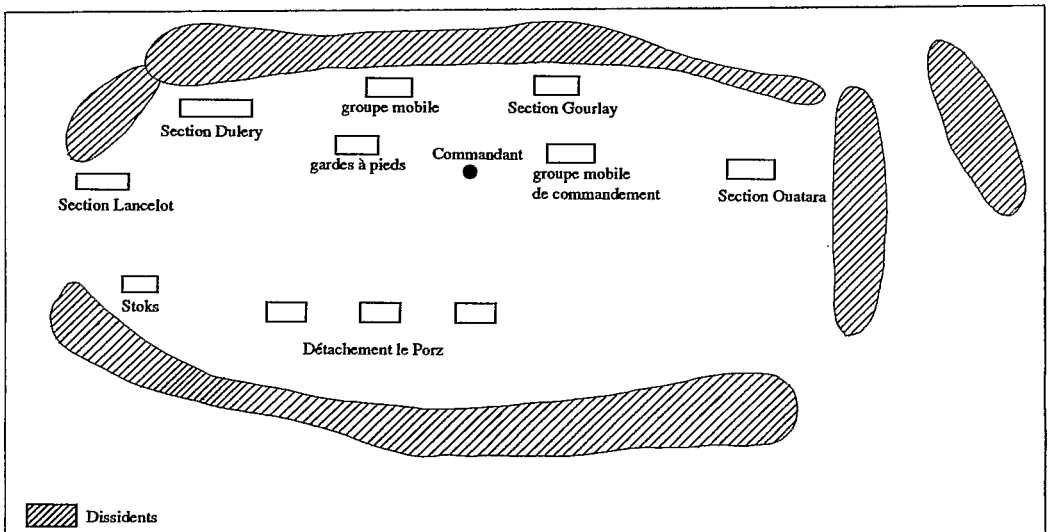
22. Ibid.



*Album de photos H. Labouret
(1912-1924)*

A 5h30, alertés par un veilleur, les combattants de Sien se rassemblèrent rapidement et adoptèrent la technique traditionnelle de l'attaque en ligne, face aux tirailleurs positionnés en carré. «Des vociférations épouvantables répondent aux éclatements des obus, écrit le capitaine Thore, mais l'ennemi, loin de se montrer impressionné, ne pense nullement à prendre la fuite et se renforce au contraire [...]. De nombreux groupes ne tardent pas à déborder notre gauche et à coiffer l'angle du carré [...]. Sien et ses gens utilisent parfaitement le terrain [...]. L'ennemi fait preuve d'un cran extraordinaire [...]. A 6h 30, c'est l'entrée en ligne des guerriers de Tiouné. A ce moment, le carré est presque complètement entouré par sept ou huit cents bandits qui poussent des hurlements épouvantables [...]. Devant cette situation, le capitaine arrête la marche du carré et fait ouvrir un feu à volonté sur les quatre faces qui, bien dirigé, occasionne de nombreuses pertes aux assaillants qui reculent pas à pas mais en tirant des flèches».

*Archives nationales du Sénégal
(10GI14)*



La progression de la troupe fut rendue difficile par la configuration du terrain et par l'opiniâtreté des combattants birifor. «A 150 m des soukalas qui sont de véritables forteresses, le commandant du groupe mobile voulant à tout prix interdire à l'ennemi la possibilité de s'y retrancher, fait mettre baïonnette au canon. Les bandits lâchent pied et s'enfuient de tous côtés [...]. A 7h 10, le fanion du groupe mobile était hissé sur la case de Sien à la sonnerie "au drapeau" suivie de l'hymne de l'Infanterie de Marine. De 7h 30 à 12h 00 nettoyage des soukalas [...]. De nombreux fusils, arcs, flèches, outils sont découverts. Le commandant du groupe mobile fait rechercher les blessés et les morts ennemis [...]. De 13h 00 à 16h 00, destruction des soukalas»²³.

Le capitaine, commandant la colonne mobile, qualifie de considérables les pertes enregistrées par les habitants de Domatéon. Et pourtant, cet officier ne donne pas dans son rapport le vrai bilan de la bataille. Avait-il craint une désapprobation des autorités du gouvernement général qui l'auraient jugé trop lourd pour une "simple opération de gendarmerie" ? Malgré la recherche des morts et des blessés effectuée après la bataille, le rapport du commandant porte cette étonnante mention. «Aucun rapport sur Domatéon Douna (quartier où se déroula la bataille), si ce n'est que Sien aurait été blessé et son frère tué». Du reste, seul le cadavre de ce dernier fut retrouvé sur le terrain. Les habitants avaient-ils pu enlever et emporter toutes les victimes ? L'absence d'indications précises relève à notre avis d'une omission volontaire. En effet, un nombre trop élevé de victimes n'était pas toujours, au niveau des autorités de Dakar, un critère d'appréciation positive d'une action politique qui rejetait théoriquement la guerre... En se référant aux 27 morts des deux autres quartiers situés hors du champ de bataille, il est permis de penser que les projectiles d'artillerie, les rafales de mitrailleuses et les balles de fusils associés, causèrent d'importantes pertes parmi les combattants de Sien²⁴. Les pertes humaines et les conséquences économiques de la "campagne de nettoyage" de décembre 1929 à février 1930 furent certainement importantes, la plupart des villages lobi situés sur l'axe Batié-Kampti ayant été totalement ou partiellement détruits.

23. *Ibid.* «Les effets de la balle C et de la balle FM 1924 sont considérables. Tirées à des distances inférieures à 800 mètres, elles ont produit des blessures très graves, broyant les os et donnant l'impression très nette par le déchirement des chairs d'un éclatement du projectile. Le cadavre d'un dissident qui s'était trouvé sous la rafale d'un FM 1924 a été découvert avec les deux jambes littéralement sectionnées à hauteur de la cheville.»

24. ANS - Dakar 10G14- Rapport du capitaine Thore 1929-1930.

25. *Ibid.* 6 735 cartouches de fusil modèle 1886, 1.368 cartouches de fusil mitrailleur FM 24, 49 grenades, 36 obus explosifs et 48 obus à mitraille furent utilisés durant cette campagne.

Armes et tactiques de guerre

L'impressionnante quantité de munitions consommées par les troupes coloniales et leurs effets dévastateurs permet de penser que la bataille de Domatéon fut peut-être l'une des opérations de pacification les plus meurtrières en pays lobi et birifor²⁵. Cette répression fut sévèrement jugée par Chesse, gouverneur par intérim de la Haute Volta, lors de la tournée qu'il fit dans le pays en 1929, avant la dislocation

de la colonie. Les résultats selon lui, n'étaient pas à la mesure des moyens utilisés et des efforts consentis par l'administration centrale. Les habitants continuaient d'attaquer les gardes envoyés en mission. La politique de dialogue fut de nouveau préconisée, ainsi que l'utilisation d'armement défensif mieux adapté.

L'inégalité des armements

La supériorité de l'armement colonial s'imposa dès la conquête. Dans ce domaine, il y eut peu de changement chez les Lobi et les Birifor qui continuaient à opposer des armes de jet aux canons et aux fusils. Les rares armes à feu existant dans la région étaient des fusils à pierre. La poudre provenait de la Côte d'Ivoire et surtout de la Gold Coast²⁶. L'armement traditionnel comportait des casse-têtes et des flèches empoisonnées qui, selon le capitaine Labouret, étaient plus redoutables que le fusil à pierre, car pouvant causer la mort du blessé en moins de 10 mn²⁷. Les tirailleurs en tournée portaient sur eux une dose de tanin pour parer immédiatement aux effets du poison tiré d'une plante vivace, le *Strophantus Sarmen*, de venin de serpent ou de produit de décomposition de cadavres. L'administration coloniale s'acharnait à priver les Lobi et les Birifor de leurs armes. En 1913, fut instituée l'interdiction de porter arcs et carquois dans les lieux de rassemblement, principalement

26. ANCI - Abidjan 5 EE 10 - Rapport du capitaine Labouret au Commandant militaire du Haut-Sénégal-Niger.

27. *Ibid.*

Homme avec fusil à pierre
Album de photos H. Labouret
(1912-1924)



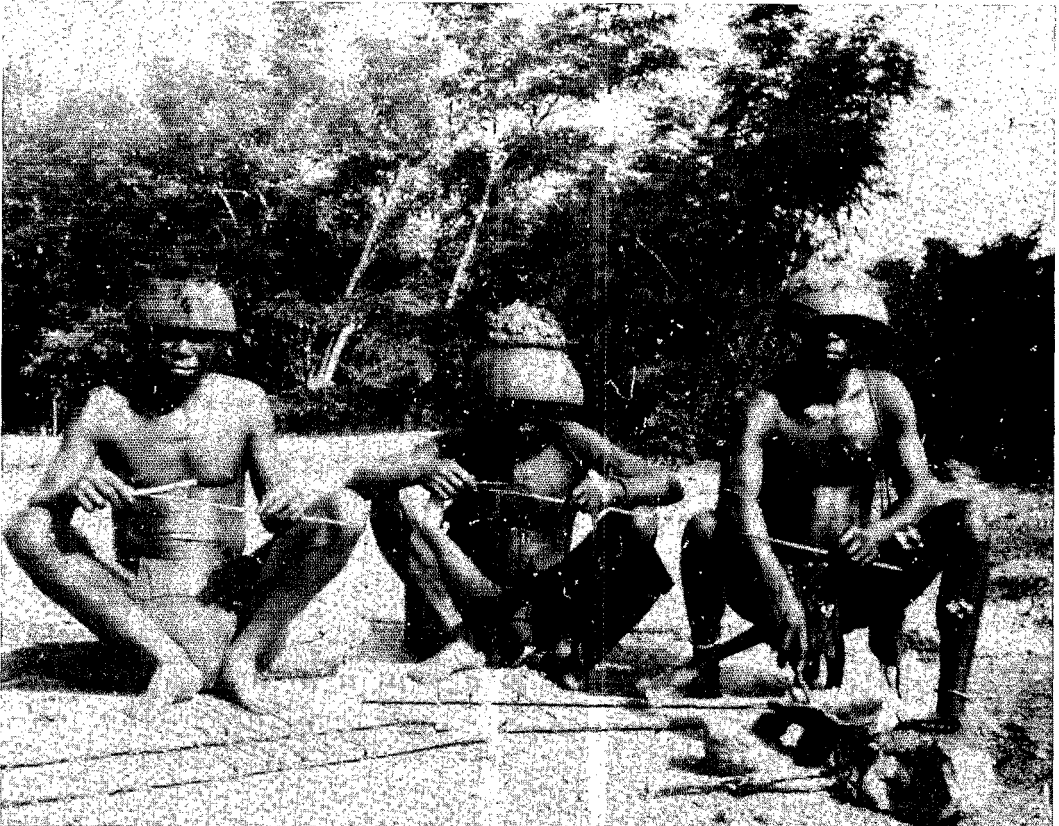
au marché et aux funérailles. De même, lorsque Labouret durcit en 1917 son programme de pacification, le désarmement total fut proposé comme une des conditions de sa réussite. Il conseilla de procéder avec prudence, car interdire d'emblée l'arc et le carquois que les Lobi, dit-il, portaient en guise de parure virile, c'était préparer inévitablement une révolte²⁸.

Pour contourner la difficulté, il proposa que la source de ravitaillement en dards de flèches fut tarie. Il sollicita une décision du gouverneur qui punirait de sanctions la confection des dards et d'une manière générale tous travaux de réparation d'armurerie. Le même texte devait imposer l'arrachage des pieds de *Strophantus* et interdire la culture, le commerce et la détention de poisons végétaux.

Mais quelle que fût l'efficacité de la flèche, elle demeurait une arme peu destructrice, car de faible portée et visant des objectifs particuliers et limités. La 13^{ème} compagnie de tirailleurs sénégalais basée à Gaoua disposait par contre d'un arsenal autrement plus redoutable qui comportait des fusils modèle 1874 ou 1886, (contre Domatéon), des fusils mitrailleurs, des grenades suffocantes, des canons 80 mm de montagne (au moins deux utilisés contre Domatéon), alimentés en obus explosifs ou en obus à mitraille. L'association de ces armes, sur le terrain, dépendait de la tactique de guerre utilisée par les Lobi et les Birifor.

28. En effet, le désarmement provoqua un peu partout des rebellions de 1917 à 1922.

Empoisonnement des flèches
Album de photos H. Labouret
(1912-1924)



Les tactiques de guerre

Dans les conflits qui les opposèrent aux Français, les Lobi et les Birifor adoptèrent couramment la tactique de l'évitement, élisant domicile dans les collines environnantes ou dans quelque lieu inconnu jusqu'au départ de la colonne. Parfois cependant, les guerriers livraient combat.

Les pratiques guerrières anciennes utilisées par les Lobi et les Birifor au cours des affrontements interclaniques ou intervillageois, se faisaient sous forme d'embuscades, exceptionnellement en batailles rangées en rase campagne. Les embusqués guettaient leurs ennemis sur les pistes, les points d'eau ou la nuit près des maisons. Tout accident naturel était utilisé pour permettre l'attaque surprise de l'ennemi. De même, dans une bataille rangée, les combattants utilisaient habilement le terrain pour se protéger. Une importante préparation psychologique précédait l'assaut : imprécations, cris, sifflets, tintamarres, injures entraînaient dans une mise en scène qui visait d'une part à échauffer les troupes, et d'autre part à démoraliser l'adversaire. Les femmes placées à l'arrière participaient activement à ce théâtre macabre et assuraient une intendance rudimentaire. Puis, succédant aux violences verbales, le combat s'engageait. Les guerriers s'approchaient à portée de flèches, tiraient, se baissaient, couraient en zig-zag, se camouflant pour éviter les tirs de l'adversaire (H. Labouret, 1916 : 288-324). Les Lobi et les Birifor pratiquaient aussi une guerre de siège, en utilisant toutes sortes d'astuces pour pénétrer dans les habitations.

Dans le cas de Domatéon, rapporte le capitaine Thore, Sien et ses guerriers utilisèrent parfaitement les couverts et les abris, adoptèrent une attitude défensive intelligente et parfaitement adaptée à la situation, ce qui leur permit, même sous les feux les plus violents, d'atteindre le groupe mobile jusqu'à portée des flèches et de tenir exactement de 5h 25 à 7h 10²⁹.

Mais la supériorité des armes françaises se révélant incontestable, les Lobi et les Birifor préférèrent la technique de l'embuscade, les harcèlements d'une guerre de guérilla qui irritait fortement les administrateurs, tant l'entêtement des indigènes à opposer des flèches aux fusils leur paraissait vaine et absurde. Pour combattre les Français, les Lobi et les Birifor utilisèrent des méthodes éprouvées à la chasse. Pour désorganiser les colonnes, chausse-trappes et frondes firent merveille dans ce domaine. L'exemple du village de Niobini (trois kilomètres de Gaoua) qui débanda la colonne du lieutenant Schwartz en 1902, resta célèbre dans les annales du cercle, et était raconté en divertissement aux visiteurs de passage. Une ruche d'abeilles enfumées fut jetée au milieu de la troupe, dispersant cavaliers et fantassins auxiliaires dans un "sauve qui peut" général.

29. ANS 10 G 15 - Rapport du capitaine Thore - document cité.

Pour organiser les embuscades, les Lobi et les Birifor marquèrent une nette préférence pour la période pluvieuse où les hautes herbes formaient écran, favorisant l'attaque rampante ; tout comme ils le faisaient d'ailleurs traditionnellement³⁰. La mobilité que permettait le système de guérilla était un atout pour les indigènes, qui respectaient un minimum de conventions. Par exemple, les délinquants recherchés restaient groupés, dormaient ensemble, changeaient de case tous les soirs et de village tous les marchés (5 jours). Pour y parvenir, ils faisaient jouer les alliances, les solidarités entre les familles, les clans alliés qui organisaient les guets et faisaient circuler les informations et les rumeurs sur d'éventuelles préparations de colonnes. « Tout déplacement de troupes, d'Européens ou de cavaliers est signalé par signaux ou messages sonores. Une garde vigilante est organisée autour des maisons »³¹, rapportait l'administrateur Labouret en 1919. Mais la maison forteresse dans laquelle les Lobi et les Birifor se barricadaient en cas de surprise, et d'où ils lançaient des flèches meurtrières, ne pouvait présenter quelque avantage qu'en présence d'une reconnaissance légère. Après 1914, les maisons furent facilement "nettoyées" à la grenade, lorsque l'administrateur Labouret imposa sa politique de guerre totale.

Les tactiques des troupes coloniales : depuis l'installation française en 1898, trois méthodes d'attaque furent employées en "pays lobi" : la première, inaugurée en 1898 contre le village lobi de Kambou près de Gairon (par le lieutenant Modest) consistait en une attaque brusquée à la baïonnette. Ce procédé qui impliquait un combat corps à corps donnait quelques avantages aux Lobi. Du reste, 1/3 de l'effectif engagé par l'officier français périt dans cette attaque. Cette technique fut donc abandonnée au profit d'une seconde méthode inaugurée avec succès par le lieutenant Schwartz le 5 janvier 1902 contre le village birifor de Doumbou. L'ennemi surpris au petit jour, est soumis au feu de l'artillerie et de l'infanterie qui l'oblige à quitter ses abris. Il est aussitôt poursuivi dans sa retraite par la cavalerie (Doumbou compta 15 tués et de nombreux blessés). La troisième méthode est le siège patient et la destruction par le feu des habitations dans lesquelles se sont retranchés les réfractaires.

Ces deux dernières méthodes furent le plus souvent utilisées pour châtier les villages. Elles s'achevaient par l'incendie des villages, la destruction des récoltes, la saisie des troupeaux³². Ces méthodes reposaient sur la notion de responsabilité collective appliquée aux villageois et que remit en cause le programme de pacification de Labouret qui prônait « l'arrestation des agitateurs indépendants et la destruction des bandits »³³. Grâce aux rivalités locales, il serait facile, assurait-il, de localiser les auteurs de troubles.

30. ANS, 2G 4/17, Cercle du Lobi, rapports mensuels 1904.

31. ANCI, 5E - E 10 - Cercle du Lobi, rapport de Labouret - 25/04/1919.

32. ANCI, Abidjan 5 EEG (1/6) - Rapport de Labouret, commandant le "Cercle du Lobi" à Monsieur le gouverneur des colonies, Gaoua, 7 déc. 1914.

33. ANCI Abidjan 5 EE 10 - capitaine Labouret au colonel commandant militaire du Haut-Sénégal-Niger, Gaoua, 18 sept. 1917.

Que ce fût pour une action punitive menée contre un village ou pour se saisir de rebelles, des consignes strictes de sécurité furent prescrites aux colonnes pour éviter les embuscades et l'isolement des tirailleurs³⁴. C'est en 1916 que le capitaine Labouret institua le "nettoyage" des maisons à la grenade afin d'en déloger les rebelles. En effet, lorsqu'une colonne de répression surprenait un village, les guerriers n'avaient pas la possibilité d'organiser une réplique en règle et se retranchaient dans les maisons, d'où ils tiraient des flèches aux assaillants à travers les yeux de boeuf.

Quelques uns, rapporte Labouret, se rassemblaient sur la terrasse, faisant retentir les cornes et les sifflets pour amener les alliés, tout en affrontant la troupe par des jets de flèches. Les tirailleurs manœuvraient alors de la manière suivante :

- Un ou deux coups d'obus VB suffisaient en général à faire évacuer les terrasses. Les Lobi se réfugiaient dans la maison .

- Des tirailleurs postés devant l'unique porte de celle-ci en défendaient l'accès.

- Quelques uns escaladaient rapidement la terrasse et par les ouvertures d'accès, jetaient des grenades à l'intérieur des chambres (grenades suffocantes à fragmentation).

- Les occupants qui en échappaient tombaient sous les tirs des fusils des tirailleurs ou étaient faits prisonniers.

- La maison était alors cassée par des tirs d'obus.

- Enfin, les fuyards qui n'avaient pu se réfugier chez les voisins se faisaient prendre dans une embuscade tendue par les tirailleurs³⁵.

Apparemment, la destruction des maisons lobi demeura longtemps un problème difficile à résoudre. Le gouverneur par intérim de la Haute Volta, Chesse souleva de nouveau la question en 1932 au cours de la tournée qu'il effectua dans la région. Traquée de partout par les administrations voltaïques et ivoiriennes, la maison forteresse demeurait le dernier refuge des rebelles lobi et birifor. Ce fut devant sa nouvelle maison qu'en 1930 Sien Somé, qui avait conduit la bataille de Domatéon un an auparavant, tomba les armes à la main en s'opposant aux gardes venus l'arrêter. Au terme de sa tournée, le gouverneur Chesse proposa qu'un type d'explosif approprié fût mis au point, qui permit aux tirailleurs de manœuvrer sans pertes dans leurs rangs «Le principe doit être admis, écrivait-il, qu'il n'est possible de forcer une soukala qu'en la faisant sauter d'un coup»³⁶.

Les images projetées et commentées au cours du colloque ont fait revivre plus concrètement au niveau du public cette période perturbée de l'histoire des Lobi et des Birifor, et rendue aussi à leurs yeux un peu plus familière. Tout autant que les textes d'archives, mais avec cette impression de matérialité en plus, l'image est génératrice de questions.

34 Marche de nuit, et attaque au petit jour ;

- équipement individuel donnant une autonomie de manœuvre aux gardes et aux tirailleurs (gourde d'eau, dose de tannin...)

- marche hors des sentiers, en évitant les coupures de terrain : points d'eau, sommets de colline, fourrés etc.

35 . ANCI Abidjan 5 EE 10 - Rapport du capitaine Labouret, Gaoua, 15 sept. 1917 indiquant qu'il préférerait la grenade suffocante à la grenade fusante AR 1916 ou incendiaire donnant à son avis des résultats moins définitifs - «les matières enflammées, projetées après l'explosion n'auraient pas d'effet sur les murs en terre des habitations».

36. ANS Dakar 5 G 12 (107) chemise 1932 Lieutenant Général I p.i. Chesse à Gouverneur Général A. O.F. - il proposait par exemple d'accoupler un obus stocks à une fusée à retardement, et d'y adjoindre aussi des pétards de dynamite.

Ces dernières et les réponses que l'historien cherche à leur apporter, à l'aide d'autres sources, permettent de bâtir une analyse historique. Par ailleurs, bien plus que le texte écrit, l'image est créatrice d'émotions, qui ne devraient influencer d'aucune façon cette analyse critique.

La projection de certaines photos d'H. Labouret, au-delà du choc émotionnel, provoqua chez de nombreux participants de la tristesse et parfois un sentiment de "révolte", à la vue d'actes qu'ils qualifièrent de cruels. Ce faisant, ils prenaient à leur compte le jugement des "anciens" lobi qui situent la politique d'H. Labouret au paroxysme du "temps de la force" (ainsi, nomment-ils la période coloniale). Certes, les résultats de "l'éducation administrative" imposée aux Lobi à coups de répression furent par la suite, comme nous l'avons dit, diversement appréciés par les autorités fédérales de Dakar qui ne les trouvaient pas toujours à la hauteur des efforts consentis. Il n'empêche qu'en son temps, H. Labouret eut droit à maints éloges de la part de ses supérieurs. A certains moments de fortes tensions sociales, il fut même considéré comme le seul administrateur en mesure d'épargner à ce pays rebelle, le péril d'une révolte généralisée³⁷. Perçue dans ce contexte, l'action politique d'H. Labouret s'inscrivait tout simplement dans la logique du système colonial.

C'est à ces niveaux importants de la critique historique, que sont le choix et l'interprétation des sources, que se complique la tâche de l'historien africain de la colonisation. Mais faut-il le répéter, ce dernier, pas plus que ses collègues d'ailleurs n'a de comptes à régler avec "son" passé colonial. Il a pour tâche à l'instar des historiens des autres continents, d'expliquer les faits dans leur contexte et non de les apprécier dans quelque autre sens, et cela malgré les "critiques" de certains compatriotes : anciens "évolués" ou nouveaux "intellectuels", qui pour des raisons inavouées de stratégies politiciennes, voudraient parfois ériger le champ historique en un terrain de batailles haineuses. L'historien africain a pour devoir impérieux de dépasser les clichés et de dépassionner le débat sur la période coloniale pour en mieux saisir les mécanismes profonds. Ainsi, en dépit des "réserves" prévisibles, avoir choisi de présenter au public du colloque les photos des prisonniers et des suppliciés s'inscrivait, pour ma part dans cette optique de respect de la vérité historique, et ne visait rien que cela.

Enfin, l'album d'H. Labouret, malgré la richesse thématique des photos en tant que sources historiques, ne nous renseigne pas sur tous les aspects, complexes et variés de la vie des Lobi des années 1912-1924. D'ailleurs, en présentant ces documents iconographiques, mon objectif ne visait pas tant à reconstituer le passé historique de la société lobi de cette époque dans sa globalité, qu'à provoquer un regard approfondi du présent sur son passé.

37. ANCI Abidjan 5 EE 9 -
Rapports du Cercle de Gaoua,
1922.

